



The employment of Mediterranean university graduates: Bridging the employability gap between advanced skills and markets

Side event to the UfM Ministerial Conference on Employment and Labour

Recommendations from the Rapporteurs

Session 1

University and job markets

Moderator: Johannes Laepple, GIZ

- Maroun El Moujabber, CIHEAM
- Wided Carpentier, HOMERe
- Nayef Z. Stetieh, Business Development Center
- Silvia Marchionne, UNIMED Project Manager

Exchange of experiences and questions from the audience

Rapporteur: Yasmine Seghirate, CIHEAM

Nous l'avons vu, la problématique qui nous réunit aujourd'hui est complexe, les solutions sont multiples et elles se trouvent à plusieurs niveaux.

Une certitude. Face aux enjeux cités, les efforts à fournir doivent être sans précédent dans l'histoire de notre région.

En effet, travailler à une meilleure adéquation entre le système de formation et le marché de l'emploi dans une région du monde qui enregistre l'un des taux **les plus élevé de chômage** chez les jeunes, n'est plus une option mais bien une obligation.

Si les projets qui ont été présentés diffèrent par leur mode opérationnel, par la taille ou par le périmètre géographique/sectoriel qu'ils recouvrent, leurs objectifs convergent. J'en ai identifié TROIS principaux :

- 1. Offrir aux étudiants diplômés des compétences et des moyens nouveaux pour s'insérer le mieux possibles dans un milieu professionnel, qui se caractérise par une ouverture accrue au reste du monde et aux innovations, qui est de plus en plus**



complexe, qui évolue vite et pour lequel l’adaptabilité, le savoir-faire autant que le savoir-être sont indispensables.

Il a beaucoup été question dans les présentations de créativité, d’innovation, de volonté, d’audace d’entreprendre et d’efficacité personnelle. **Des compétences qui ne sont pas innées mais qui s’acquièrent.**

Et souvent les systèmes traditionnels de formations ne sont pas formés ou équipés pour faire sortir ces précieuses qualités chez les étudiants.

Sur ces aspects, les intervenants ont démontré l’importance du coaching ou même du « maternage » parfois.

Parmi les actions citées, nous pouvons relever la mise en œuvre :

- De programmes **d’entraînement et de renforcement de capacité** pour aider à la résolution de problème complexe, **stimuler une pensée et l’analyse critique**, aider à la négociation, au jugement et aide à la décision
- De projets qui vise à intégrer des modules sur l’entrepreneuriat et la culture d’entreprise ont été présentés. Et ce qui était intéressant, c’est que les bénéficiaires n’étaient pas uniquement les étudiants mais aussi les **formateurs et les professeurs.**

2. La deuxième idée force qui est ressortie de nos échanges est la nécessité de rapprocher les mondes universitaires/de la recherche du monde du travail, de l’entrepreneuriat et des besoins des territoires.

- Le projet Homere qui encourage et accompagne la mobilité internationale d’étudiants méditerranéens participe à cet objectif. Il permet de mettre en contact des étudiants avec des entreprises des 2 rives de la méditerranée pour une expérience en dehors du pays d’origine. Une initiative qui souvent les aide à trouver un emploi dans l’entreprise ou dans le pays d’origine.
- La création de club entreprises, l’élaboration d’études de marchés pour mieux comprendre la situation de l’emploi localement ou la demande de certains secteurs d’activités, la dynamisation d’incubateurs de start-up ont également été cités comme des moyens de réduire le fossé qui existe entre les étudiants et le monde du travail.
- Le CIHEAM a mis l’accent sur la nécessité de rapprocher les chercheurs des mondes agricoles et paysans pour que leurs projets d’études collent au plus près des besoins des communautés des plus fragiles. Il est urgent en effet, de remédier à une lacune



importante de la recherche : sa déconnexion au terrain. **Trop théorique, trop enfermée dans les laboratoires, la recherche doit être vivante et confrontée au réel.**

- 3. Le troisième objectif partagé est celui de fluidifier voire créer des circuits de l'information entre les diverses parties prenantes** (étudiants, universités, secteur privé, municipalités, chambre de commerce...) en mobilisant notamment des plateformes d'échanges et en organisant des rencontres.

Il est ressorti de nos échanges, que les synergies partenariales, le networking et l'approche multi-partie prenante (avec les entreprises, les associations mais aussi les pouvoirs publics) permettent indéniablement de faire évoluer les formations vers une meilleure connexion aux besoins du marché de l'emploi. Mais cette dynamique de partage de réseaux et de croisement des expertises peut parfois sembler compliquer dans des pays où les acteurs académiques, économiques et politiques travaillent encore beaucoup en silo et où la culture du partage d'informations reste insuffisante.

Il a été rappelé que les étudiants ne se voient pas suffisamment comme des créateurs d'emplois ou des apporteurs de solutions à **cause d'un déficit d'informations sur les dispositifs existants ou en raison de normes sociales persistantes** (comme le fait de travailler dans le secteur public comme seul facteur de réussite professionnelle). Ces a priori peuvent être bousculés, contrastés par la diffusion de « success stories » et de bonnes pratiques.

Du point de vue de l'accès à l'information, un chiffre donné pour la Jordanie, doit nous interpeller : 80% des étudiants ne lisent pas les journaux et la plupart lisent très peu.

Dans ces conditions, comment se familiariser avec les enjeux sociétaux et économiques ? Comment se projeter dans un travail qui peut apporter des solutions aux problèmes du quotidien ? Les efforts doivent se concentrer également sur ces dimensions.

Offrir des nouveaux horizons de pensées, permettre la distance critique se sont là des conditions obligatoires à la réussite des projets.

Enfin lors des questions/réponses ont émergé plusieurs points qui nécessitent une réflexion approfondie et qui doivent nourrir les projets à venir :

Il y a tout d'abord le rôle de la diaspora. Beaucoup d'étudiants qui partent étudier ou suivre un stage en dehors de leur pays décident de rester dans le pays d'accueil.

Comment transformer cela en valeur ajoutée ? L'importance des transferts matériels dans le pays d'origine ont été évoqué mais qu'en est-il des **transferts immatériels** (savoir-faire et savoir



être acquis à l'étranger) ? Comment peuvent-ils participer au développement du pays ou à réduire le gap dont nous parlons aujourd'hui ?

Les intervenants ont également été questionné sur le changement d'échelle. Comment passer d'un projet pilote à un projet de plus grande ampleur avec des impacts plus conséquent ?

Il apparaît que sur ce point, se sont aux pouvoirs publics de reprendre le relais en partenariat avec la société civile et les entreprises. C'est un vaste sujet qui a de quoi nourrir les 20 prochaines années de politiques publiques.

Session 2

Research and market needs for a sustainable growth

(Moderator: Giuseppe Provenzano, UfM)

- Mounir Ghribi, Blue Growth Initiative at Istituto Nazionale di Oceanografia di Trieste
- Alberto Soraci, 5TOI_4EWAS project and INNOVA BIC
- José Calvão Borges, University of Lisbon
- Luca Ballista, FacilityLive
- Mohammed Elrazzaz, UfM

Exchange of experiences and questions from the audience

Rapporteur: Ricardo Pereira, FCT

What was presented and main goals?

Four project leaders were invited to make presentations about what they are about and what mission and objectives they serve. An additional project was briefly introduced as well.

- Project 5TOI_4EWAS laid down the broader cycle of knowledge transfer from research to business in the Mediterranean region;

- The Blue Growth Initiative proposed blue economy as a newest trigger for economic growth, employment opportunities and new kinds of jobs through applied research, training, mobility and awareness raising;



- The MEDfor project was presented as an example of an international masters' programme that enhances skills and forthcoming opportunities in the international bioeconomy marketplace;

- SEMED is a platform pooling together various types of stakeholders, from people to incubators, across the region in order to enable business creation;

- A project based in Israel and Palestine on technologies facilitating water access is another case of a joint local/regional collaboration.

What obstacles were identified?

Presenters and members of the audience highlighted a number of constraints that challenge the aims of these and alike projects:

- Administrative and political hurdles to people's circulation and cooperation;
- Top-down higher education and research policies by some governments which hamper flexible approaches;
- Market functioning and competition within borders and across the region;
- Limited ability to apply research results and to transform them in enterprises and job creation;
- Lack of a policy harmonized framework to stimulate innovation and entrepreneurship
- Too much reliance on public and EC and international funding and insufficient private sector support; by the same token, too much dependency on family support to pursue postgraduate studies.

What are the ways forward?

Presenters and members of the audience have proposed various recommendations with the aim of overcoming obstacles and boosting projects' results:

- Long-term policy frameworks that enable the emergence of companies accelerators through funding, coaching and networking opportunities;



- Novel funding mechanisms that complement existing ones;

- Public policies that capture and promote “new jobs”;

Cooperation opportunities between research and companies targeted to enforce the innovation capacity of the companies

Stimulate the sense of entrepreneurship and self-employment in the youth since the school and university’s period;

- National ownership of programmes that rely on international donors;

- Human (technology transfer professionals) and logistic support (innovation & testing platform) to efficiently connect universities to the private sector;

- International settings that help enable local/regional cooperation;

- Larger support to individuals so they can pursue their studies internationally;

- UfM project labelling should observe criteria such as mutual gains for projects’ beneficiaries and donors, impact and employability.